

M. TAYLOR : Dans ce cas, je demande à l'honorable député d'obtenir du premier ministre qu'il nous accorde un comité d'enquête, et je m'engage à résigner mon mandat de député si je ne prouve pas jusqu'au dernier mot tout ce que j'ai avancé.

Qu'il s'adresse à celui de ses collègues qui a écrit à MM. Goldie et McCullough qui lui ont répondu dans une lettre que ce député a dans sa poche et qui lui fournit les mêmes dimensions et les mêmes chiffres. Je suis certain que cette lettre a été communiquée aux membres de la droite parce qu'ils ont tous le visage long ; ils comprennent qu'il y a anguille sous roche. Si mon honorable ami veut persuader le premier ministre de nommer un comité d'enquête, je me fais fort de prouver tout ce que j'ai avancé.

M. MACPHERSON : Je voulais établir, ce qui est parfaitement évident pour tous les membres de cette Chambre, que l'honorable député n'a pas reçu de MM. Goldie et McCullough une estimation, mais qu'en réalité. . .

M. TAYLOR : Je ne veux pas que l'honorable député donne à mes paroles une fausse interprétation. Est-ce que je ne viens pas de lire une lettre de MM. Goldie & McCullough se rapportant à cette chaudière de \$600 ? J'écrivis ensuite à mon ami M. Scott lui demandant d'aller examiner ces deux chaudières et de constater le prix qu'on les avait payées ; il m'a expliqué que si le prix était plus élevé, c'était parce que ces chaudières étaient faites d'un acier d'un sixième de pouce plus épais que celui dont il m'avait donné le prix.

M. MACPHERSON : Voici ce que j'entendais établir : l'honorable député a dit qu'il avait écrit à MM. Goldie & McCullough.

M. TAYLOR : C'est ce que j'ai fait.

M. MACPHERSON : Puis il a lu une lettre, mais à peine était-il rendu à la moitié de sa lecture qu'il devint évident pour la Chambre que les auteurs de cette lettre n'étaient pas MM. Goldie & McCullough. A la question que je lui ai posée à ce sujet, il a répondu que cette lettre émanait de M. Robert Scott. J'affirme positivement que l'honorable député n'a pas déclaré avoir reçu de MM. Goldie & McCullough ces deux prix pour les chaudières en question.

M. GANONG : Si nous voulons en finir avant Noël, il vaudrait mieux pour quelques-uns de ceux qui siègent sur les bancs d'arrière se tenir tranquille et permettre aux ministres de répondre aux questions qu'on leur pose. Il y a deux membres du cabinet ici maintenant.

M. MACPHERSON : Je ferai observer à notre collègue de Charlottetown (M. Ganong), que bien que mon siège se trouve en arrière, je représente un comté dans ce pays et que j'ai le droit de me faire entendre comme n'importe quel membre ici. Je repousse l'allégation de notre ami que parce

que mon siège se trouve en arrière des autres, cela devrait m'empêcher de prendre part aux délibérations de cette Chambre. Tant que je serai ici, que mon siège se trouve sur la première rangée ou sur la dernière, je dirai ce qui me semble être juste, en dépit de l'honorable député de Charlottetown.

M. SAVOIE : L'honorable député de Leeds (M. Taylor) a lu une lettre disant que MM. Goldie et McCullough avaient livré à Prescott, pour le prix de \$500, une chaudière tout à fait semblable à celle que le Gouvernement a payée \$975. Plus tard, il a reçu une lettre de son ami M. Scott ; celui-ci déclarait que cette chaudière n'était pas exactement semblable et qu'on l'avait vendue \$100 trop cher. Il en est toujours ainsi avec les manufacturiers. Mon honorable ami et moi-même sommes des fabricants. Quand je puis obtenir un prix élevé, je profite de l'aubaine, et c'est bien là ce qu'il fait lui aussi.

M. J. D. REID : Quant à l'honorable député de Vancouver (M. Macpherson), c'est un homme qui s'occupe d'affaires et je crois que la question peut être promptement réglée avec lui. Quand on a eu besoin des chaudières mentionnées par l'honorable député de Leeds, on a dû charger un fonctionnaire du ministère de préparer des plans et devis. Le département ou le ministre lui-même aurait pu écrire à MM. Goldie et McCullough au lieu de s'adresser à Brooks ou à Merwin, car Brooks, c'est simplement Merwin. Le ministère aurait pu acheter pour \$625 ces chaudières qu'il a payées \$975 chacune. Si le très honorable premier ministre avait rempli la promesse qu'il a faite—il ne l'a pas voulu—nous aurions démontré en assignant en témoignage MM. Goldie et McCullough, que ces derniers auraient vendu directement au Gouvernement pour \$625 les chaudières en question. Mais le ministre a payé \$975 par l'intermédiaire de Brooks. Cela représente une commission d'au moins \$300 qui sont tombés dans le gousset de Merwin. Le peuple devrait savoir si Merwin a conservé pour lui seul cet argent, ou bien s'il l'a partagé avec quelqu'un. J'ajouterai, pour éclaircir la religion de mon honorable ami de Vancouver, que j'ai appelé l'attention de la Chambre, l'autre soir, sur un cas, celui de l'achat de la pompe Worthington, et que j'ai prouvé que Merwin avait touché une commission dans cette opération. Le jour même où je signalais ce fait à la Chambre, j'ai télégraphié à M. Worthington à New-York. Au cas où l'honorable député n'aurait pas été présent ici, en cette circonstance, je vais lui lire le télégramme que j'ai envoyé :

Monsieur Henry R. Worthington,  
Manufacturier de pompes, rue Liberty,  
New-York.

Veillez télégraphier les plus bas prix pour une pompe à incendie d'une capacité de 1,000 gallons, 18 x 10, en tout semblable à celle portant le numéro 175,530.